

société de frères toujours disposés à se donner des secours réciproques. Cette liaison n'aura pas, il vrai, un principe aussi pur que les âmes élevées le désireraient, mais un intérêt bien entendu remplira le même office qu'une bienveillance universelle.

Dans ce nouvel ordre de choses cessera l'usage des gratifications. C'est une invention trouvée dans les temps modernes pour mettre une nation en état de soutenir dans les marchés étrangers la concurrence des nations à qui leur situation, leur climat ou d'autres avantages permettaient de donner certaines marchandises à meilleur marché. Quoique cet encouragement ne soit accordé que lorsque le prix de la vente n'est pas suffisant pour faire rentrer le capital avec les bénéfices ordinaires, il ne laisse pas d'être un poids énorme pour le fisc, un poids inutile, et même un poids nuisible. Car quelle est la suite nécessaire de cette avidité mercantile ? celle d'arracher les trésors et le travail d'un peuple aux objets qui lui convenaient le mieux, pour tourner ces trésors et ce travail vers des branches d'industrie que la nature ne lui avait pas destinées ; celle de faire prendre par artifice au commerce une direction moins avantageuse que celle qu'il aurait prise lui-même.

Dans ce nouvel ordre de choses, il n'y aura plus de ces traités de commerce que la force ou une politique aveugle n'ont que trop souvent dictés. Par ces pactes ruineux ou déshonorans, une nation s'engageait à recevoir les denrées et

les marchandises d'un peuple étranger, tandis qu'elle repoussait les denrées et les marchandises des autres peuples ; ou à décharger les denrées et les marchandises de l'empire favorisé des droits dont elle accablait les denrées et les marchandises des empires moins privilégiés. Le résultat de ces conventions n'était-il pas de réduire l'état qui les avait accordées à acheter plus chèrement des objets que la concurrence des vendeurs lui aurait fait obtenir à meilleur marché ? N'était-il pas de livrer à des conditions moins favorables un superflu dont la concurrence des acheteurs lui aurait fait obtenir un prix plus avantageux ? Réfléchissez sur les funestes influences qu'a eues ce genre de monopole, et vous serez convaincu de l'avantage de le voir anéanti pour toujours.

De ce nouvel ordre de choses éclora, ou jamais, cette paix universelle qu'un roi guerrier, mais humain, ne croyait pas chimérique. Si un bien si désiré et si peu attendu ne sort pas de ce grand développement de la raison, du moins la société générale des hommes portera-t-elle sur une base plus solide.

Le commerce, qui sort naturellement de l'agriculture, y revient par sa pente et sa circulation. Ainsi les fleuves retournent à la mer qui les a produits par l'exhalaison de ses eaux en vapeurs, et par la chute de ces vapeurs en eaux. La pluie d'or qu'attirent le transport et la consommation des fruits de la terre retombe enfin sur les cam-



pagnes pour y reproduire tous les alimens de la vie et les matières du commerce. Sans la culture des terres, tout commerce est précaire, parce qu'il manque des premiers fonds, qui sont les productions de la nature. Les nations qui ne sont que maritimes ou commerçantes ont bien les fruits du commerce; mais l'arbre en appartient aux peuples agricoles. L'agriculture est donc la première et la véritable richesse d'un état.

Aussi est-ce vers cette espèce de richesse qu'à égalité de profits, l'homme un peu éclairé tournerait plus volontiers son activité. Le manufacturier, le commerçant, le capitaliste, sont obligés de confier leur fortune aux vents et aux flots; ils sont obligés de la confier à des correspondans dont la foi, l'intelligence, la conduite, les facultés sont rarement bien connues; ils sont obligés d'attendre des années entières le résultat de leurs opérations heureuses ou malheureuses. Leur vie s'écoule dans des inquiétudes dont ceux qui ne les ont pas éprouvées se feraient difficilement une idée juste. Exempt de tant d'agitations, le cultivateur fixé sur son domaine a toujours sous les yeux sa propriété, ses denrées, ses revenus. Il éprouve peu de revers, et n'en éprouve jamais de bien cruels. La sérénité des cieux, l'émail des prairies, la fécondité des champs, charment habituellement ses regards. C'est pour lui que la nature se renouvelle, s'embellit sans interruption. A chaque période de son existence augmente sa prédilection

pour les occupations primitives de notre espèce.

On ne jouissait pas de ce bonheur dans l'enfance du monde. Les premiers habitans du globe n'attendaient une nourriture incertaine que du hasard et de leur adresse. Ils erraient de région en région. Sans cesse occupés de leurs besoins ou de leurs craintes, ils se fuyaient, ils se détruisaient réciproquement. La terre fut fouillée, et les misères d'une vie vagabonde se trouvèrent adoucies. A mesure que l'agriculture s'étendit, les hommes se multiplièrent avec les subsistances. Il se forma des peuples, et de grands peuples. Quelques-uns dédaignèrent les sources de leur prospérité, et ils furent punis de ce fol orgueil par l'invasion. Sur le débris de vastes monarchies engourdies par l'abandon des travaux utiles s'élevèrent de nouveaux états qui, ayant contracté à leur tour l'habitude de se reposer sur leurs esclaves du soin de leur nourriture, ne purent résister à des nations poussées par l'indigence et la barbarie.

Tel fut le sort de Rome. Enorgueillie des dépouilles de l'univers, elle méprisa les occupations champêtres de ses fondateurs, de ses plus illustres citoyens. Des retraites délicieuses couvrirent ses campagnes. On ne vécut plus que des contributions étrangères. Le peuple, corrompu par des largesses continuelles, abandonna le labourage. Toutes les places utiles ou honorables furent achetées par d'abondantes distributions de blé.



La faim donna la loi dans les comices. Tous les ordres de la république ne furent plus gouvernés que par du pain et par des spectacles.

Cependant les terres, qui, dans la plus belle partie de l'Italie, ne servaient qu'à des objets de luxe, étaient cultivées avec quelque soin dans les provinces occidentales de l'empire. Les barbares y portèrent leurs pas sanglans et se les approprièrent toutes. Peu tombèrent aux subalternes; la plupart devinrent la proie des chefs. Ces possessions trop étendues étaient en elles-mêmes un mal, et un très-grand mal. Des partages successifs auraient remédié au désordre. Le gouvernement que les conquérans apportaient du nord, ou qu'ils imaginèrent pour leur sûreté, opposa un obstacle insurmontable à ces divisions. On statua que chaque domaine se perpétuerait dans une seule main. Le droit de primogéniture devint général.

A ce moyen imaginé pour prévenir tout démembrement se joignirent des privilèges qui érigeaient les fiefs en souverainetés presque indépendantes. Ceux qui les régissaient, occupés uniquement de leur conservation ou de leur agrandissement, ne pouvaient guère se livrer au soin de les rendre utiles. L'eussent-ils voulu, ils n'y auraient que très-difficilement réussi. Il était comme impossible que ces petits despotes, nés dans l'abondance, élevés dans l'oisiveté ou dans les plaisirs, enivrés de l'espèce de magnificence et de profusion qui régnait dans ces temps grossiers, portassent dans

les travaux champêtres l'économie, sans laquelle ils ne sauraient prospérer. La cherté des défrichemens tentés autour de leurs châteaux aurait bientôt étouffé le désir de les étendre au loin.

Ce que le seigneur ne pouvait pas, ses sujets le pouvaient moins encore. Ils étaient tous serfs. Rien de ce qui servait à l'exploitation de la terre, rien de ce qu'elle produisait ne leur appartenait. Tout ce qu'ils pouvaient se promettre de leurs soins les plus suivis et les plus heureux, c'était une nourriture toujours mauvaise et souvent insuffisante. Cet état d'abjection étouffait leur volonté, énervait leurs forces. Il est dans la nature de l'esclave de manger le plus et de travailler le moins qu'il lui est possible.

A ce mauvais ordre de choses succéda par degrés un usage un peu moins défavorable à l'agriculture. On pensa que les laboureurs, récompensés de leurs fatigues, deviendraient plus actifs, plus intelligens, et on imagina un arrangement qui rendait leur condition supportable. Le propriétaire continua à fournir les semences, le bétail, tout ce qui était nécessaire pour rendre les champs fertiles; et cependant ceux qui les arrosaient de leurs sueurs en partagèrent le produit. Ces hommes simples eurent un intérêt sensible à rendre les récoltes plus abondantes, et elles ne tardèrent pas à le devenir. En confiant à la terre les modiques épargnes que pouvaient faire ces cultivateurs, la masse des productions aurait aug-



menté : mais c'est un parti auquel on ne put jamais les déterminer. Sans rien ajouter à ce qu'il avait déjà fourni, leur maître aurait eu la moitié des récoltes ; et ce qui leur en serait resté n'aurait pas été suffisant pour les dédommager de cet emploi de leurs fonds particuliers.

La liberté que les croisades et d'autres circonstances firent renaître en Europe leva cet inconvénient. Les nouveaux citoyens devinrent fermiers, et exploitèrent les terres avec leurs propres moyens, en payant une rente fixe au propriétaire. Comme ils étaient assurés d'une jouissance de plusieurs années, ils ne craignirent pas d'employer leurs capitaux à l'amélioration du sol, bien convaincus qu'avant la fin de leur location ils seraient amplement dédommagés de leurs avances. Ces avances se seraient accrues, si les baux avaient été moins courts, si aucun événement n'avait pu les annuler, si des servitudes particulières ou des corvées publiques ne les avaient pas grévés, si la circulation des denrées avait été moins gênée, si le commerce des grains n'avait pas été l'objet de la haine des peuples.

Malgré tant de contrariétés, le nombre des propriétaires se multiplia. Plusieurs des fermiers acquirent assez d'aisance pour acheter la totalité ou une partie des champs qu'ils avaient défrichés. L'industrie, qui faisait de jour en jour des progrès dans les villes, mit plusieurs de leurs bourgeois en état de faire des acquisitions. Les uns et

les autres apportèrent dans leurs nouvelles possessions une économie dont les seigneurs des fiefs ne s'étaient jamais avisés. Cet exemple eut même l'heureux effet d'accoutumer la noblesse à jeter des regards moins dédaigneux sur le premier des arts, sur celui qui fut et sera toujours la meilleure base des institutions politiques.

Vint enfin la découverte des deux Indes, qui multiplia les richesses et les dispersa dans plus de mains. Ce grand événement devait naturellement occasionner dans l'agriculture une révolution plus rapide qu'aucune de celles qui l'avaient précédée. Il n'en fut pas tout-à-fait ainsi. Dans l'Ancien-Monde on ne s'occupait que de guerres d'ambition ou de religion, et dans le Nouveau que de brigandage ou de conquêtes. Lorsque durant un siècle ou deux les nations se furent disputé ou partagé les déserts de cet autre hémisphère, il fallut bien les défricher et nourrir les colons transportés dans ces établissements. Comme c'étaient des Européens, ils cultivaient pour l'Europe des productions qu'elle n'avait pas, et lui demandaient en retour des aliments auxquels l'habitude les avait naturalisés. A mesure que les colonies se peuplèrent et que leurs productions multiplièrent les navigateurs et les manufacturiers, nos terres dûrent fournir un surcroît de subsistance pour un surplus de population, une augmentation de denrées indigènes pour des objets étrangers d'échange et de consommation. Les travaux pénibles de la navigation, l'al-



tération des alimens par le transport occasionnant une plus grande déperdition de substances et de fruits, on fut obligé de solliciter, de remuer la terre pour en tirer une surabondance de fécondité. La consommation des denrées de l'Amérique, loin de diminuer celle des productions d'Europe, ne fit que l'accroître et l'étendre sur toutes les mers, dans tous les ports, dans toutes les villes de commerce et d'industrie. Ainsi les nations les plus commerçantes durent devenir en même temps les plus agricoles.

L'Angleterre eut les premières idées de ce nouveau système. Elle l'établit et le perfectionna par des honneurs et des prix proposés aux cultivateurs. Une médaille fut frappée et adjugée au duc de Bedford, avec cette inscription : POUR AVOIR SEMÉ DU GLAND. Triptolème et Cérès ne furent adorés dans l'antiquité qu'à des titres semblables; et l'on érige encore des temples et des autels à des moines fainéans! O Dieu de la nature, tu veux donc que les hommes périssent! Non; tu as gravé dans les âmes généreuses, dans tous les esprits sublimes, dans le cœur des peuples et des rois éclairés, que le travail est le premier devoir de l'homme, et que le premier travail est celui de la terre. L'éloge de l'agriculture est dans sa récompense, dans la satisfaction de nos besoins. *Si j'avais un homme qui me produisit deux épis de blé au lieu d'un*, disait un monarque, *je le préférerais à tous les génies politiques.* Pourquoi faut-il que ce

roi, que ce mot, ne soient qu'une fiction du philosophe Swif! Mais une nation qui produit de tels écrivains devait réaliser cette belle sentence. L'Angleterre doubla le produit de sa culture.

L'Europe eut sous les yeux, pendant plus d'un demi-siècle, ce grand exemple, sans en être assez vivement frappée pour le suivre. Ce ne fut guère qu'en 1750 que les Français commencèrent à s'occuper d'idées publiques, à écrire sur des matières solides et d'un intérêt sensible. L'entreprise d'un dictionnaire universel des sciences et des arts mit tous les grands objets sous les yeux, tous les bons esprits en action. L'Esprit des lois parut, et l'horizon du génie fut agrandi. L'Histoire naturelle d'un Plin français, qui surpassa la Grèce et Rome dans l'art de connaître et de peindre la physique, cette histoire, hardie et grande comme son sujet, échauffa l'imagination des lecteurs, et les attacha fortement à des contemplations dont un peuple ne saurait descendre sans retomber dans la barbarie. Alors un assez grand nombre de citoyens furent éclairés sur les vrais besoins de leur patrie. Le gouvernement lui-même parut entrevoir que toutes les richesses sortaient de la terre. Il accorda quelques encouragemens à l'agriculture, mais sans avoir le courage de lever les obstacles qui s'opposaient à ses progrès.

L'autorité ne fit pas jouir le laboureur du bonheur de n'être taxé qu'en proportion de ses facultés. On laissa accumulées sur sa tête ou sur ses



biens une foule de charges publiques qui ne pesaient pas sur les classes de la société moins utiles ou moins nécessaires. Les impôts arbitraires continuèrent à l'inquiéter et à l'écraser. Des répartiteurs jaloux ou avides eurent toujours la faculté d'exercer contre lui leur cupidité ou leur vengeance. Il porta seul un fardeau dont le nom paraissait, bien ou mal à propos, avilissant au reste de la nation. Abruti par cette espèce d'abjection, il ne montra pas autant d'intelligence, ni peut-être autant d'activité que d'autres peuples moins favorisés par le sol ou par le climat; et le ministère ne s'occupa pas assez du soin de lui redonner du ressort, de l'émulation.

Je l'ai entendu, cet administrateur stupide et féroce, et peu s'en faut que, dans l'indignation dont je suis pénétré, je ne le nomme, et que je ne livre sa mémoire à l'exécration de tous les hommes honnêtes et sensés; je l'ai entendu! Il disait que les travaux de la campagne étaient si pénibles, que, si l'on permettait au cultivateur d'acquérir de l'aisance, il abandonnerait sa charrue et laisserait ses terres en friche. Son avis était donc de perpétuer la fatigue par la misère, et de condamner à l'indigence l'homme sans les sueurs duquel il serait mort de faim. Il ordonnait d'engraisser le bœuf, et il retranchait la subsistance du laboureur. Il gouvernait une province, et il ne concevait pas que c'est l'impossibilité d'amasser un peu d'aisance, et non le péril de la fatigue, qui dégou-

tent le travailleur de son état. Il ignorait que la condition dans laquelle on se presse d'entrer est celle dont on espère de sortir par la richesse, et que, quelque dure que soit la journée de l'agriculteur, l'agriculture trouvera d'autant plus de bras que la récompense de ses peines sera plus sûre et plus abondante. Il n'avait pas vu dans les villes une multitude de professions abrégier la vie des ouvriers sans en être moins remplacés. Il ne savait pas que, dans de vastes contrées, des mineurs se résignaient à périr dans les entrailles de la terre, et à y périr avant l'âge de trente ans, à la condition de recueillir de ce sacrifice le vêtement et la nourriture de leurs femmes et de leurs enfans. Il ne lui était jamais venu dans l'esprit que, dans tous les métiers, l'aisance qui permet d'appeler des auxiliaires en adoucit la fatigue, et que d'exclure inhumainement le paysan de la classe des propriétaires, c'était arrêter les progrès du premier des arts, qui ne pouvait devenir florissant tant que celui qui bêchait la terre serait réduit à la bêcher pour autrui. Cet homme d'état n'avait jamais comparé avec ses immenses coteaux le petit quartier de vigne qui appartenait à son vigneron, et connu la différence de la terre cultivée pour soi, et de la terre cultivée pour les autres.

Heureusement pour la France, tous les agens du gouvernement n'ont pas eu des préjugés aussi destructeurs, et plus heureusement encore on y